

DIEU ET PATRIE.
—
LIBERTÉ PLÉNÈRE ET ÉTERNELLE
DE LA PENSÉE.
—
TOLÉRANCE RELIGIEUSE
ILLIMITÉE.

L'AMI DU PEUPLE

EN 1848.

OUBLI DU PASSÉ.
—
VIGILANCE POUR L'AVENIR.
—
SUFFRAGE UNIVERSEL.

AN 1^{er} DE LA RÉPUBLIQUE RECONNUISSE.
PAR F.-V. RASPAIL.

Au Bureau du Journal, rue du Four-Saint-Germain, 40, au rez-de-chaussée, au fond de la cour.



Les Citoyens de Paris sont priés, après avoir lu cette feuille, de l'expédier à leurs correspondants et amis des départements.

PARIS, 23 AVRIL.

CITOYENS,

Vous avez eu, dans la journée du 20 avril, le revers de la médaille et l'explication la plus catégorique possible de la manifestation du 16.

Le 16, ce n'était qu'un cri, pour assommer ou jeter à l'eau le premier venu qui osait soutenir que, dans cette ère de liberté, toutes les opinions doivent avoir le droit de se produire; que, dans cette ère de fraternité, qui a aboli la peine de mort contre les ministres prévaricateurs, il serait indigne de vouloir punir de mort, et de mort sans jugement, un homme à tort ou à raison accusé d'erreur et de dissidence. Halte-là, disaient ces exécuteurs de certaines polices, on assomme aujourd'hui pour cela!

Mais le 20, quel changement de physionomie! quelle imposante et noble solennité! un seul cri partait, comme d'une seule bouche, de cette masse compacte de pelotons serrés, de cette foule armée de trois cent mille hommes: *Vive la République!* et pas un autre cri.

C'est que le 20 les assommeurs se sentaient en nombre infiniment petit, en présence de cette multitude de citoyens jadis bons à assommer, et aujourd'hui, armés comme tout le monde, et souverains par droit de conquête et par droit de raison.

Les tambours-majors, avaient garde de crier: *A bas!* ce mot d'ordre du 16. Les assommeurs étaient doux comme des petits agneaux; ils prêchaient la fraternité, à l'instar de tout le monde.

Que la leçon serve à qui de droit, et que l'on ne recommence plus, parce qu'alors nous ferions des révélations, et nous prendrions les coupables corps à corps, sans avoir besoin de recourir à cette dame justice, trop vieille de deux mille ans, elle qui devrait être la sœur de la fraternité, et qui s'est toujours fait le synonyme de la vengeance et de la terreur. Pour mettre fin à tous ces sales tripotages de sa noble cousine, telle ou telle police, on peut se passer aujourd'hui de dame justice; la publicité reconquise suffit à tout.

Deux petits avis à demi mot ramènent dans la bonne voie quiconque en déraile.

Citoyens, toutes les fois qu'un cri de mort se fera entendre, pensez à la réaction qui travaille dans l'ombre; emparez-vous de l'assommeur, fouillez-le; prenez son nom et son adresse, et exigez de la police qu'elle vous permette de puiser les renseignements à la source; et vous finirez par découvrir que le brevet du braillard remonte au moins à l'époque des assommades de la Bastille ou de la Bourse. De ce point de départ vous pourrez arriver à quelque chose de plus précis.

Quoi qu'il en soit, tous ces chants de victoire de la réaction se sont bien vite évanouis en fumée; MM. les satisfaits, pritchardistes, guizotins et pensionnaires de la liste civile, qui avaient porté à leur avoiron la démonstration, ou plutôt la mystification du 16, et qui, dès le lendemain, rendaient de si touchantes actions de grâces à MM. Lamartine, Marrast, et je crois même à M. Pagnerre, MM. les réactionnaires, dis-je, ont été moins satisfaits le 21. Le 20 on n'avait plus parlé d'assommer personne. Le Gouvernement provisoire, au lieu de leur promettre de fermer les clubs, cette tête de Méduse de la satisfaction réactionnaire, le Gouvernement provisoire s'était contenté de prier les clubistes de ne point se rendre à leurs agapes l'arme au bras; comme si jamais un club s'est tenu sous les armes, si ce n'est le jour où la panique de M. Marrast avait invité tout le monde

à s'armer; car les clubistes font partie de tout le monde; et quand on les menace, force leur est bien de se défendre, à moins que M. Marrast ne veuille obtenir d'eux qu'ils aient la complaisance de se laisser égorger.

Ainsi, il est bien convenu que tant que vous ne troublez pas, messieurs (car je n'ose plus vous appeler citoyens), la tranquillité publique, les clubs n'auront nullement besoin de veiller à leur propre sûreté, et qu'ils n'arriveront à l'Assemblée que sous les inspirations de la fraternité.

Nous avons à Paris près de 450 clubs, y compris les clubs de la réaction, et même, il faut bien malheureusement le dire, certains clubs de police; ces clubs fonctionnent tous les jours. Eh bien, qu'on nous cite une seule séance qui ait jeté dans Paris la millième partie de cette perturbation, que le coup de baguette du 16 a improvisée avec tant de maladresse.

Les clubs sont les réunions préparatoires de la cité; ce sont ses sentinelles avancées; l'école mutuelle du patriotisme; le creuset des réputations; la pépinière des jeunes dévouements, et du talent méconnu ou ignoré. C'est là qu'on devine et que l'on force à se produire les hommes utiles, et partant c'est là qu'on rogne chaque jour les ongles aux coteries et aux coalitions d'intrigants. Les clubs peuvent être la terreur des usurpateurs et des escamoteurs; ils sont le nerf de la République et les moteurs de ses plus beaux élans. Vouloir les fermer, ce serait montrer trop vite la ficelle de la trahison; et la ficelle casserait à l'instant même entre les mains des traitres.

Oh! ne trahissons pas; ce serait en pure perte. La République est fondée; vous voulez la prendre par la famine: ne jouez pas avec ce fléau; le pacte de famine n'a dévoré que les accapareurs. Vous voulez la régenter au lieu de l'administrer; on ne régente pas qui opine, et tout le monde a droit d'opiner. Vous voulez la réconcilier avec les rois ses cousins de nouvelle date; ce serait là le baiser *l'amourette*; la République française n'en veut pas; elle est en état de se passer du bienfait de pareilles embrassades. Elle ne menace aucune nationalité; elle tend la main à toutes; mais elle a le droit de ne redouter aucune royauté.

Représentez-la fièrement, la tête haute, devant ces vieilleries du moyen âge, qu'on décore du nom de diplomatie. Faites que, devant la souveraineté du peuple, la souveraineté de quelques-uns mette chapeau bas.

Cela fait et obtenu, occupez-vous plus activement de l'administration de la République; sachez faire un choix intelligent des agents de l'administration; chassez de vos commissions ces parasites de tous les régimes, de toutes les polices, dont les doigts un peu trop crochus retiennent toujours, au passage, un peu de cet or qui leur passe par les mains. Rendez-nous des comptes chaque jour; et ne vous bercez pas de l'espoir d'obtenir, de la complaisance novice de l'Assemblée nationale, un vote de confiance et un bill d'indemnité pour l'irrégularité de la comptabilité; non, et bien au contraire, attendez-vous à beaucoup de sévérité; ce ce n'est pas après avoir battu monnaie sur toutes les enclumes de la rente, de la propriété et du salaire, des jouissances du riche et de la sueur du pauvre, qu'on aurait bonne grâce de demander à être jugé les yeux fermés.

Cet avis bienveillant n'est pas une émeute; il n'émane pas d'un comité de salut public, mais seulement du cœur d'un homme profondément alarmé de certains bruits, sans doute calomnieux, qui accuseraient, en certains lieux, un gaspillage, et qui ne manqueraient pas de se dissiper, dès que vous nous mettez sous les yeux votre bilan, votre *doit* et *avoir*.

Remarquez bien, et ne l'oubliez pas, qu'en république les gouvernants sont les sujets des gouvernés, qu'ils en sont les hommes d'affaires, et rien de plus. Un homme d'affaires aurait mauvaise grâce à se formaliser qu'on lui demande des comptes.

Pensez-y; c'est là le meilleur moyen de ramener la con-

fiance dans les esprits, le crédit dans les transactions commerciales, et de ne pas tarir la source des libéralités publiques.

Qui ne prêterait pas à qui gère bien?

ÉLECTIONS.

Nous voici arrivés à cette heure solennelle, où le vote, s'il n'est pas surpris par les coteries ou la réaction, va donner l'expression de la volonté générale. Recueillons-nous, avant de déposer notre suffrage. On semble avoir mis bien des obstacles à sa libre et intelligente manifestation, en exigeant que l'on votât par liste de trente-quatre noms; il eût été bien plus simple de faire voter par arrondissement. Mais enfin, puisque cette étrange formule provisoire a été adoptée, tirons-en le parti le meilleur possible; nous avons eu le temps de nous éclairer sur le choix des candidats; que chacun modifie sa liste, d'après ces documents étudiés de longue date. On vous jette à pleines mains des listes; n'en adoptez aucune en aveugle; méfiez-vous surtout des listes officielles, des listes de coteries; les coteries prendraient la place de la royauté, et la royauté est abolie à tout jamais en France.

La liste que nous vous proposons au bout de cette feuille, et que vous êtes libres de modifier sous les inspirations de votre conscience, cette liste est composée des noms qui ont réuni le plus de suffrages dans les clubs d'épuration de Paris. Les ouvriers qui y sont inscrits ont été proclamés candidats par les délégués des ouvriers de toutes les corporations de Paris, formant la commission du Luxembourg; on ne saurait décliner une telle compétence; nous les avons admis sans recourir à d'autres renseignements.

Citoyens de la banlieue, méfiez-vous de l'influence de vos maires; unissez-vous de cœur et d'esprit aux intentions patriotiques des travailleurs de Paris; ne viciez pas, par des votes surpris ou intimidés, l'élément démocratique de l'Assemblée nationale; ne nommez que des républicains ou des gens capables de le devenir, c'est-à-dire qui le sont déjà par leur probité politique et la pureté de leurs mœurs domestiques; et que le Dieu de la liberté protège la France!

Le savoir-faire exploitant; le génie exploité.

Il y a un homme qui n'avait rien en 1830, qui est millionnaire en 1848. Son million, il le doit à la plume des écrivains patriotes, qui n'ont gagné que la prison à ce métier-là. Le millionnaire exploitant est magistrat aujourd'hui; l'écrivain exploité est administré aujourd'hui, payant, en offrande patriotique, la dernière obole qui lui reste dans la poche de son unique pantalon.

Une bribe qui tombe de la table de Sa Seigneurie suffirait pour assouvir la faim du Lazare délaissé; cette bribe ne tombe pas; et le Lazare meurt de faim, dans le silence de la solitude, sans se plaindre et sans récriminer; indifférent à la peine, comme les indifférents en religion, qu'il attaquaient dans le temps, avec cette éloquence qui a fait la fortune du libraire; se consolant de sa misère, en disant: « L'homme ne vit pas de pain seul, mais de la parole du croyant, qui a versé tant de consolations dans l'âme des affligés, et tant d'écus dans la caisse du libraire, à qui la fortune venait ainsi en dormant. »

Pendant que l'exploitant dort, le génie exploité souffre, à l'insu de tous, ne sachant pas, le matin, comment il dînera le soir, ni, la veille, par quel habit il remplacera, le lendemain, son habit trempé de pluie et couvert de boue.

L'exploitant est un des chefs de la République; l'exploité n'en est qu'une des gloires. L'exploitant voudra-t-il bien abolir, par son exemple, le principe de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les hommes de lettres lui en seront reconnaissants, s'il s'y prend de façon à ne pas blesser l'amour-propre du génie.

On lui demande une restitution et non une aumône.
A bon entendeur, demi-mot.

CLUB DES AMIS DU PEUPLE.
Salle Montesquieu.

(Séance du samedi 15 avril.)

Le citoyen président ouvre la séance par un discours ayant pour objet de démontrer, à l'aide de l'histoire, avec quelles difficultés les vieilles sociétés se régénèrent, et avec quelle facilité les jeunes sociétés s'organisent en République sur un terrain vierge et non encore exploité. Dans les sociétés anciennes, les vieilles passions sont toujours là, le lendemain de la victoire, pour escamoter à leur profit les avantages de la situation, pour enivrer le dévouement de caresses, et pour empoisonner les nobles et pures consciences avec le parfum et le prestige des vieux souvenirs, Mazaniello, que les femmes du peuple trouvaient si beau, que les hommes du peuple trouvaient si brave, va perdre sa force et sa raison à la table des sirènes de la cour; et Samson, endormi sur les genoux de sa maîtresse, se réveille dépouillé de sa puissance et incapable de rompre ses fers. Arrivant ensuite à la question du jour, le citoyen président signale à ses auditeurs, comme chose de mauvais présage, cette recrudescence de calomnies indignes contre les martyrs de la liberté. On les assomme, dit-il, il y a dix-huit ans, comme républicains; on inventera un autre nom pour les assommer sous notre République; pour les punir du crime de marcher en avant (1). Eh bien, s'est-il écrié, quand vous verrez de tels présages, citoyens, n'en doutez plus, la patrie est en danger. (Sensation profonde.)

On a procédé ensuite à l'audition des candidats à l'Assemblée nationale; les citoyens Lemore, maire provisoire du 4^e arrondissement, Grisière, négociant, Agricola Perdiguier, Raboin ont été successivement interpellés et acceptés par l'assemblée comme candidats.

Le citoyen Esquiro, auteur de l'*Évangile du Peuple*, est venu ensuite faire sa profession de foi avec un talent de parole très-remarquable, et sa candidature a été adoptée par acclamation.

Séance du mercredi 19 avril.

Le citoyen président ouvre la séance; il prend note des événements du 16 avril pour mettre en parallèle d'un côté la tranquillité qui a régné dans Paris tant que le peuple, maître de la place, a fait lui-même la police, et de l'autre l'agitation qui s'est emparée de la ville depuis que quelques-uns se sont organisés. Il a cherché à donner le mot de l'énigme de la journée du 16; il a divisé les républicains en deux classes, les *impatiens* et les *patients*, ceux qui se découragent à la moindre déception, et ceux dont vingt ans de persécutions et de tortures ne font que raffermir la foi, et qui espèrent d'autant plus qu'ils se sentent plus affligés; car, de tout temps, le sang des martyrs fut fécond en croyants.

La salle, émue de ce tableau, demande qu'il soit rédigé une pétition pour mettre le Gouvernement provisoire en demeure de nous faire connaître et de poursuivre républicainement l'auteur de ce rappel qui a jeté l'épouvante dans la capitale; poursuivre républicainement, et non par la filière de cette magistrature que le régime avait habituée à trouver des complots là où il n'y en pas, et à ne pas en découvrir la moindre trace là où la conspiration était flagrante, ou quand c'était une conspiration de police.

On passe ensuite à l'audition des candidats à l'Assemblée nationale; les citoyens Fugère et Martin, propriétaires, reçoivent de l'assemblée de vives marques d'approbation.

Impôt sur les boissons

Le Gouvernement provisoire s'occupe enfin, d'une manière un peu tardive, de la réforme de cet impôt, qui pèse beaucoup plus sur les denrées du pauvre que sur celles du riche, et qui, en frappant d'un droit uniforme toutes les qualités du vin, fait payer au pauvre un droit de près de moitié de la valeur vénale du vin, tandis que le riche n'en paye que le dixième.

Cet impôt est une source de fraudes envers le fisc et de fraudes bien plus coupables encore envers l'acheteur. De là la nécessité de tenir sur pied une armée d'employés, d'avoir des écritures multipliées à grands frais, et d'exercer des poursuites aussi ruineuses pour l'Etat que pour les particuliers.

Je ne sache pas d'administration organisée d'après des principes plus absurdes que l'administration des droits réunis; on ne saurait s'imaginer que de choses il faut savoir, pour suffire à tout ce désordre administratif. Les Pandectes de Justinien ne sont rien en comparaison de la multitude infinie des dispositions légales, qui ont pour but de résoudre toutes les questions qui se présentent à chaque cas spécial. Que de science pour si peu de résultat!

Or, tout cet échafaudage de précautions, de prévisions, de suspicions, de poursuites enfin, serait inutile avec les simples dispositions suivantes:

Art. 1^{er}. Les boissons seront frappées d'un droit *ad valorem* à la mise en tonneau.

Art. 2. Ce droit variera en raison des localités, des moyens de transport, de la distance des destinations et de la facilité des débouchés.

Art. 3. Les tonneaux seront scellés par l'administration locale, et ils seront expédiés par double futaille, sans autres frais de régie.

(1) Chacun des assistants a remarqué, le 16 avril, combien l'accomplissement avait suivi de près la prophétie.

Art. 4. Chaque vendeur pourra avoir un tonneau d'essai et d'échantillon, qui ne sera pas scellé par l'administration, et qui servira de garantie, à l'acheteur, par l'échantillon qui lui sera délivré avec la pièce.

Art. 5. Pour éviter la fraude chez les marchands de vin en détail, ceux-ci seront tenus de ne livrer à la consommation que des bouteilles cachetées en présence et par le sceau de l'employé municipal de la commune; l'employé scellera le tonneau de nouveau, à chaque interruption de la mise en bouteille.

Art. 6. Si le débitant le préfère, le marchand en gros lui livrera le vin en bouteilles cachetées par l'administration dans son propre magasin.

OBSERVATIONS. On conçoit que, de cette manière, l'Etat percevra exactement le même revenu, sans être condamné à autant de dépenses administratives. Le producteur reprendra ses déboursés sur l'acheteur, et le débitant n'aura plus le moyen de voler le consommateur, en falsifiant la denrée d'une manière aussi nuisible à sa santé qu'onéreuse à sa bourse, en lui vendant, comme un litre de vin, une bouteille qui renferme jusqu'aux trois quarts souvent de l'eau de la fontaine.

Réforme judiciaire.

On semble s'apercevoir enfin qu'une magistrature inamovible est une sorte de royauté irresponsable, et qu'il est temps de faire droit, même provisoirement, aux exigences d'une population trop longtemps victime de l'esprit qui anime cette corporation, pour en rester complètement oublieuse. Mais on s'y prend avec de ces demi-mesures qui ne font qu'empirer le mal, au lieu de le cicatrifier.

On a destitué quelques juges ou conseillers aventureux; on en laisse, sur leurs sièges, d'autres bien plus compromis avec la royauté passée. Quelle justice avons-nous encore à attendre de ces hommes qui nous ont tant de fois condamnés, comme coupables des principes qu'ils semblent professer aujourd'hui avec nous? C'est bien le moins qu'on les suspende, d'autant mieux qu'ils sont à leur aise par leur patrimoine ou par leurs économies; cet acte de justice ne les rendra nullement malheureux et nous préservera de leurs petites rancunes. Nous voulons bien leur pardonner, nous qui ne sommes pas des *modérés*; mais nous ne saurions les oublier. Ils ont laissé dans la mémoire de nos cœurs des souvenirs aussi ineffaçables que le sont les traces de nos fers. Sur ce, avisez-en.

Réponse à l'eau de rose du sieur Taschereau, pensionnaire de Louis-Philippe.

Le petit monsieur Taschereau avait promis de répondre, le lendemain, à la justification du citoyen Blanqui, qui lui avait jeté à la face ces mots: *Vous êtes un infâme imposteur.*

Au lieu de répondre au citoyen Blanqui, le tout véridique monsieur Taschereau s'attaque à nous dans sa revue rétrospective; il répond à notre article; et son digne ami, le sieur Chambolle, s'empresse d'insérer sa réponse dans le *Siècle*, ce journal du vertueux et dynastique M. Odilon Barrot.

Avez-vous remarqué jamais ces pauvres diables qui, n'ayant pas la force de répondre à qui les attaque, se retournent devant la galerie, afin de s'en prendre aux spectateurs; c'est à peu près là le rôle de cet excellent homme qui ne voit rien que par derrière. Il nous demande devant quel peuple nous l'appelons pour se défendre.

Est-ce devant le peuple de la garde nationale qui nous a refusé les épaulettes de colonel?

Non, lui répondrons-nous, car cette fraction du peuple, à une bien faible majorité, et par les moyens de police de vos amis, les a données à un de vos vieux amis, accusé par la notoriété publique d'avoir joué un certain rôle contre les républicains en 1832.

— Est-ce, ajoute-t-il, devant le peuple électoral? Non, car là vous n'auriez pas la moindre chance, sieur Taschereau.

— C'est donc devant le peuple de Charenton?

— Oui, s'il ne s'agissait que de vos manies domestiques.

Mais comme il s'agit d'un faux, jusqu'à preuve du contraire, il nous semble, sieur Taschereau, que dans l'hypothèse, ce ne pourrait être que devant le peuple des bagnes.

— Sur ce, sieur Taschereau, nous prions Dieu qu'il vous ait en sa sainte et bonne garde. (*Style rétrospectif.*)

On a intitulé la manifestation du 20 avril la Fête de la Fraternité. N'est-ce pas que la manifestation du 16 a été le revers de la médaille?

Revue élémentaire de Médecine et de Pharmacie domestiques; par F.-V. Raspail. 11^e livraison.

Les abonnés sont avertis que le retard éprouvé dans la

réception de la 11^e livraison tient à des circonstances indépendantes de la volonté du rédacteur. Ils la recevront sous peu de jours.

Le *National*, journal de M. Marrast, publie deux listes de candidats, l'une intitulée: *liste communiquée par le comité central du département de la Seine* (lisez par le comité du *National* et de ses amis), et l'autre intitulée: *liste des candidats adoptés ce soir par les membres de la Société centrale républicaine, présidée par M. Blanqui*. On s'attend bien que notre nom ne se rencontre pas dans la liste des amis du *National*, et nous remercions le *National* de cette faveur insigne. Mais, en revanche, il se trouve dans la liste des républicains... par le *National*. O *felix culpa*!

Nouvelles de l'intérieur.

Le *Moniteur* nous fait part d'un conflit qui a eu lieu pendant trois jours, entre les montagnards de la préfecture de police et la garde nationale, qui avait eu mission de faire le service de la préfecture concurremment avec les montagnards. Le conflit est terminé à la grande satisfaction de la mairie de Paris.

La hausse et la baisse de la Bourse ne marchent que de 4 à 2 francs, du commencement à la fin de la Bourse; rien que cela! Qui profite donc de ce jeu aléatoire dans un moment où l'Etat manque de fonds? Car enfin une hausse et une baisse sont toujours pour quelqu'un un quinqué à la loterie.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

L'agitation irlandaise est loin, du reste, d'être calmée.

Dans une nombreuse réunion qui s'est tenue à Temple-derry, comté de Tipperary (Irlande), le révérend père Kenyon a été choisi délégué près le conseil des 500. Parlant du procès des trois braves (O'Brien, Meagher et Mitchell) poursuivis par le gouvernement, le révérend père s'est écrié: Mes enfants, êtes-vous disposés à mourir pour l'Irlande? (Oui! oui!) Affamés, courbés sous le fouet, est-ce vous, en effet, qui pourriez craindre la mort? (Non! non!) Si vous demeurez dans l'apathie, les malédictions des générations futures, plus malheureuses que des nègres, retomberont sur vos têtes.

Si l'on vous disait: Enfants! restez vos mains dans vos poches, et de toute éternité le fouet et la famine seront votre partage, que feriez-vous?

Une voix. — Nous ferons tout ce que vous voudrez. (Applaudissements.)

M. Kenyon. — Eh bien, mes enfants, jamais la force morale n'opérera une grande révolution, et je vous le dis, en vérité, il est pour les peuples de ces moments où il faut triompher du gouvernement ou mourir. (Applaudissements.)

Précautionnez-vous d'armes, procurez vous-en secrètement; puis, quand viendra le jour du rappel, que chacun combatte bravement. (Applaudissements.)

Liste des Candidats à l'Assemblée nationale, publiée par l'Ami du Peuple.

(Chacun est libre de substituer à l'un des noms de cette liste le nom qu'il adoptera de préférence.)

Béranger.
Lamennais.
Louis Blanc.
Ledru-Rollin.
Albert, ouvrier.
Victor Considérant.
Pierre Leroux.
Raspail (F.-V.).
Agricola Perdiguier.
Vidal.
Armand Barbès.
Kersauzic.
Cahet.
Savary, ouvrier cordonnier, délégué (1).
Martin Bernard, id.
Flotte, id.
Blanqui.
Adam, ouvrier corroyeur, délégué.
Adam (François), propriétaire, rue de Milan, 5.
Raboin, ingénieur civil.
Dupas, ouvrier horloger, id.
Lagrange.
Guinard, chef d'état-major de la garde nationale.
Charles Teste, professeur.
Philippe Bérard, délégué.
Gautier, id.
Roya, ébéniste, id.
Hubert, id.
Cannes père.
Mallarmé, id.
Esquiro, homme de lettres.
Lemore, maire provisoire du 4^e arrondissement.
D'Alton-Shée.
Delaire, ouvrier.

(1) Délégués à la Commission du Luxembourg, pour l'organisation du travail.

PARIS. — Typographie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.